

le 24/06/1994

RWANDA

L'ENTREE DISCRETE DES FRANÇAIS AU RWANDA

Après avoir obtenu l'accord de l'ONU, un détachement français s'est rendu hier dans des camps de réfugiés tutsis près de Cyangugu, à l'ouest du Rwanda, pour assister les organisations humanitaires sur place. Les 2 500 hommes de l'opération «Turquoise» devraient être regroupés à Goma et Bukavu, au Zaïre.

Après l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU, les forces françaises sont entrées hier à l'ouest du Rwanda sur la pointe des pieds. Comme pour bien montrer que leur action serait empreinte de l'impartialité requise par l'ONU, la première action a visé à secourir 8 000 réfugiés tutsis, à l'est de la ville de Cyangugu, toute proche de Bukavu, au Zaïre, où étaient arrivés hier matin quelque 150 soldats français. Si le débarquement américain en Somalie ressemblait à une superproduction de Cecil B. De Mille, l'opération «Turquoise», entamée hier au Rwanda par l'armée française, avait la discrétion du cinéma d'art et essai.

Le premier détachement français en provenance de la ville zairoise de Goma était composé d'une quarantaine d'hommes. Circulant à bord de Jeep P4 et de VLRA (véhicule léger de reconnaissance et d'appui) très faiblement armés, ils auraient, selon l'état-major des armées, reçu «un bon accueil de la population». Ils avaient pour mission de se rendre dans des camps à une quinzaine de kilomètres à l'est de la ville de Cyangugu, où se trouvent en majorité des réfugiés tutsis, de vérifier si ces derniers n'étaient pas sous la menace de milices hutues et de porter assistance aux organisations humanitaires sur place. «Nous ne voulons pas prendre de risques bêtes», commentait un officier pour expliquer le choix actuel de l'armée française de rendre son entrée au Rwanda la plus discrète possible. Les autorités militaires démentaient ainsi le survol du Rwanda par les hélicoptères qui se déplaçaient au-dessus de la frontière dans l'espace aérien zairois, ainsi que l'entrée simultanée de forces dans le nord-ouest du pays, annoncée par l'Agence France presse selon une source gouvernementale.

Hier, 600 militaires français étaient arrivés sur les bases aériennes des villes zairoises de Goma (450



Un couple de Tutsis répond à un milicien du gouvernement, dans l'église de la Sainte-Famille, à Kigali.

hommes) et de Bukavu (150 hommes), à la frontière rwandaise. L'ensemble des 2 500 hommes destinés à l'opération «Turquoise» devrait y être regroupé aujourd'hui ou demain. L'opération comportera également un élément médical militaire d'intervention rapide avec une soixantaine de personnes chargées de soigner les civils rwandais.

Dans les prochains jours, des reconnaissances seront également effectuées dans le Nord, à proximité de la ville de Gisenyi, où se trouvent des camps de réfugiés hutus. L'élément se trouvant au sud pourrait progresser vers la région de Kibuye, tout en restant à distance respectable de la ligne de front entre les forces armées rwandaises, à l'ouest, et les rebelles du FPR, à l'est. Selon une source militaire, les Français souhaitent «nouer des contacts intensifs avec le FPR», notamment par la voie diplomatique afin de démontrer qu'ils ne viennent pas «avec des intentions agressives».

Le dispositif militaire de l'opération «Turquoise» est pourtant impressionnant. Formé de professionnels comme le 1^{er} RPIMA, rompu au combat et au renseignement, le contingent français

Le Burundi dénonce l'intervention

«On n'en veut qu'aux Français à cause du Rwanda»: à Bujumbura, les Tutsis ne cachent pas leur hostilité à une opération qui pourrait embraser la région.

Bujumbura, envoyé spécial

A la sortie de la capitale burundaise, entre deux points de contrôle montés par l'armée, trois jeunes ont érigé un «barrage de colère»: un tronc d'arbre au travers de la route et quelques grosses pierres. «Que fais-tu ici?» vocifère l'un d'eux, la vitre à peine baissée. La réponse, en l'absence d'accent belge, n'a pas l'air de lui plaire. «T'es français?» Seul l'examen du passeport parvient à le convaincre du contraire. «Ça va, finit-il par lâcher. Tu peux partir.» Ses compères, déjà accroupis auprès des pneus avant, rangent leurs couteaux. «On n'en veut qu'aux Français, à cause du Rwanda», explique l'un, alors que l'autre sort un tract sous forme de mise en demeure: «S'ils veulent être en sécurité, tous les Français doivent quitter le pays avant vendredi 16 heures»...

De toute évidence, les Tutsis du Burundi -largement minoritaires dans le pays, mais nombreux dans la capitale et, surtout, majoritaires au sein de l'armée- sont hostiles à l'intervention fran-

çaise au Rwanda, dont ils contestent le caractère humanitaire. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls. Dans une lettre ouverte au président Mitterrand, lue intégralement aux informations du soir à la télévision burundaise, une centaine d'expatriés français demandent «l'arrêt immédiat de l'intervention militaire au Rwanda», affirmant ne pas comprendre pourquoi «le gouvernement français persiste dans un engagement susceptible d'embraser la région et en particulier le Burundi, pays qui vient de connaître aussi des massacres de grande ampleur».

En octobre dernier, après l'assassinat du président Melchior Ndadaye par des militaires tutsis, l'embrasement des collines a fait, selon des chiffres recueillis, 125 000 victimes: pour venger la mort de «leur» président, la majorité hutue a massacré à l'arme blanche environ 75 000 Tutsis, puis, pour «rétablir l'ordre», l'armée a tué quelque 50 000 Hutus. «Chez nous, le sang a déjà coulé.» En avril, alors que leur tout nouveau président venait de

périr aux côtés de Juvénal Habyarimana, le chef de l'Etat rwandais, c'est ainsi que les Burundais ont expliqué l'absence de réactions violentes, de massacres et de contre-massacres sur leurs terres.

L'équilibre, entre l'armée tutsie et un gouvernement à majorité hutue, reste fragile cependant. En principe, avant la fête nationale marquant l'accession à l'indépendance, le 1^{er} juillet, un nouveau président -le troisième en huit mois...- devrait être désigné. Mais les événements au Rwanda voisin et, à présent, l'intervention française polarisent à l'extrême les deux communautés ethniques. Conscient du danger, le gouvernement burundais a refusé de servir de base arrière obligativement à partir du Zaïre. Néanmoins, selon l'Union des Français à l'étranger (UFE), les expatriés à Bujumbura se sentent «pris en otage par une politique française dont on ne perçoit absolument pas la logique».

Stephen SMITH

